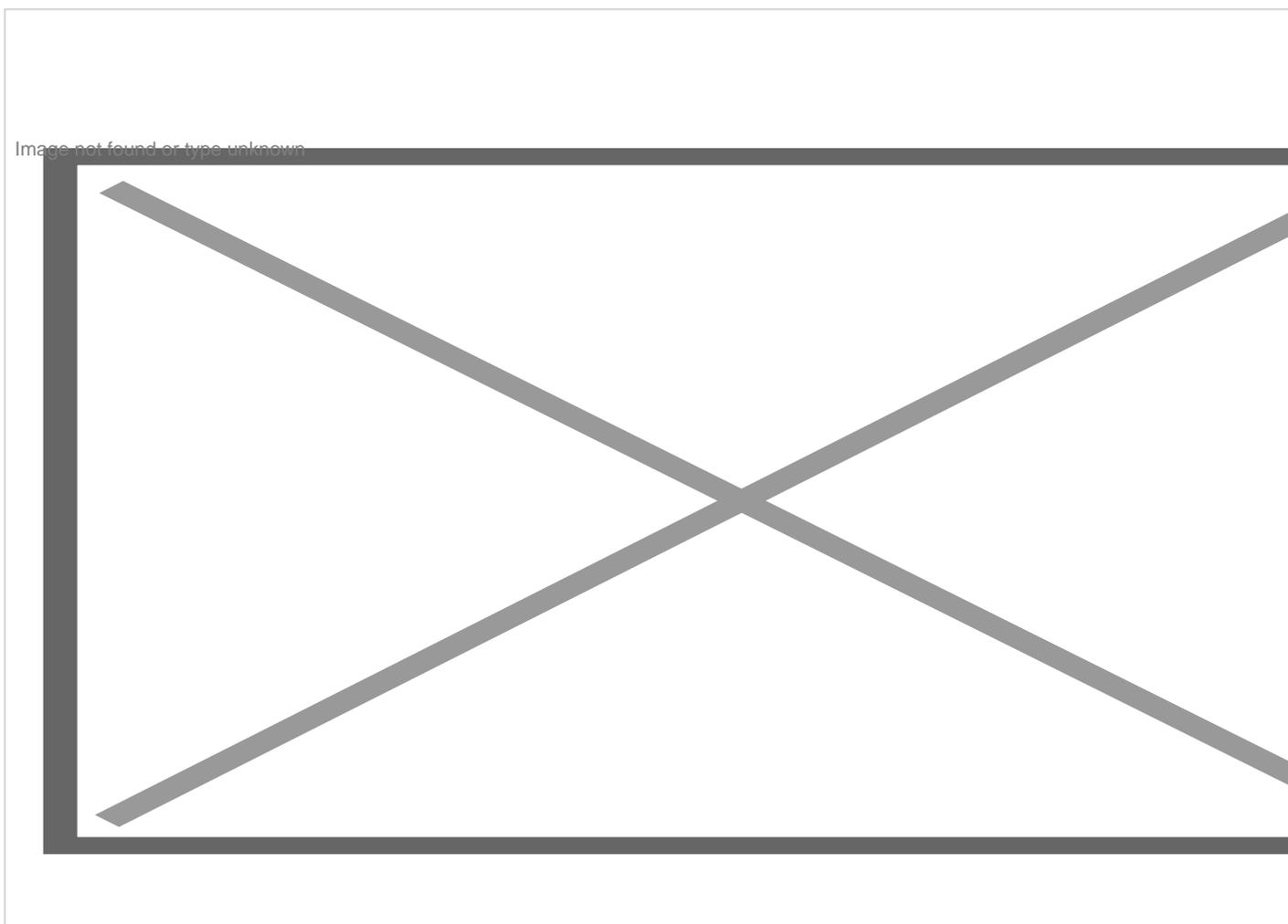


L'effondrement d'Haïti

par Roberto Morejón



La violence entre bandes armées, l'inflation, les autres indicateurs de la crise économique ainsi que la faiblesse des autorités et des institutions ont ouvert la voie en Haïti aux promoteurs de l'intervention étrangère.

Les pénuries de nourriture et de carburant, l'augmentation de 100% des prix de l'essence et l'insuffisance d'emplois qui aggravent la pauvreté sont des ingrédients supplémentaires vers le désespoir.

Dans ce contexte, les gangs armés gagnent du terrain et contrôlent certains quartiers de Port-au-Prince, la capitale, où les agressions sexuelles sont utilisées pour semer la terreur et extorquer de l'argent.

Comme on pouvait s'y attendre, les services de base, notamment l'éducation et les soins de santé, sont dans un état précaire alors que la violence des gangs explose et que ces derniers échappent à tout contrôle, selon un rapport du bureau des Nations unies en Haïti et du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.

À la stupéfaction générale, les criminels utilisent des armes variées, fournies par l'essor de ce commerce trouble aux États-Unis.

Il est vrai que le rapport de l'ONU demande d'aider Haïti à renforcer sa police, son système de santé et son système judiciaire pour lutter contre l'impunité, mais au-delà de cette demande, l'appel à une intervention étrangère, lancé par le Premier ministre Ariel Henry, est d'une grande portée.

Même le secrétaire général de l'OEA, Luis Almagro, a préconisé cette alternative pour un pays qui a connu des missions civiles, militaires et politiques au cours des dernières décennies et qui a été occupé par les États-Unis au XXe siècle, avec des résultats désastreux.

A la suite d'une des interventions étrangères, rappelons-le, une épidémie de choléra a causé la mort de 9 000 personnes, selon l'ancien secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon.

En plus de ces facteurs, des personnalités, des groupes sociaux et politiques soutiennent que, bien que la situation en Haïti soit grave et que l'assassinat du président Jovenel Moïse en 2021 n'ait pas été élucidé, les fondements juridiques de l'ordre international selon la Charte des Nations unies sur la préservation de la souveraineté et de l'autodétermination doivent rester intouchables.

Les appels lancés par certains secteurs de la société en faveur de la formation d'un gouvernement à base élargie jusqu'à la convocation d'élections doivent être entendus comme un moyen d'atténuer autant que possible la tragédie d'un peuple épuisé par les tempêtes, les tremblements de terre, la corruption et l'insolente ingérence étrangère.

Le CARICOM, la Communauté des Caraïbes, dont les dirigeants ont exprimé leur volonté de promouvoir le dialogue et le consensus en Haïti, pourrait contribuer à la marche vers cette voie.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/302087-leffondrement-dhaiti>



Radio Habana Cuba